

Pour publication immédiate

ONU : Les membres du Conseil de sécurité devraient faire pression pour la protection des civils lors de leur visite au Congo

(Goma, le 18 mai 2009) – Les délégués du Conseil de sécurité des Nations Unies, lors de leur visite en République démocratique du Congo qui débute aujourd'hui, devraient réclamer une action urgente pour protéger les civils, a déclaré ce jour une coalition de 68 groupes d'aide humanitaire et de défense des droits humains. Ces organisations ont indiqué que le Conseil devrait préciser tant à la mission de maintien de la paix de l'ONU au Congo (MONUC) qu'à l'armée congolaise que des mesures plus fermes pour protéger les civils revêtent une nécessité urgente pendant les opérations militaires contre les milices rwandaises.

Le Conseil de sécurité a donné le feu vert aux soldats du maintien de la paix de l'ONU (dénommés Casques bleus) pour soutenir les forces armées congolaises dans des opérations militaires menées dans l'est du Congo contre les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) et le Rassemblement pour l'unité et la démocratie (RUD). Mais depuis que les opérations militaires ont commencé, fin janvier 2009, soutenues tout d'abord par le gouvernement rwandais et plus tard par les soldats du maintien de la paix de l'ONU, ces milices ont délibérément pris pour cible la population civile dans le Nord Kivu et le Sud Kivu lors d'attaques menées apparemment « en représailles ».

« Les opérations militaires avaient pour but de mettre un terme aux attaques contre les civils, et non d'entraîner des représailles plus meurtrières », a observé Anneke Van Woudenberg, chercheuse senior à la division Afrique de Human Rights Watch. « Avec l'extension des opérations au Sud Kivu, il est probable que les conséquences soient tout aussi terribles. Une action urgente est manifestement nécessaire pour protéger les populations de ces régions. »

Lors d'une récente attaque, les 9 et 10 mai, des dizaines de civils, y compris de nombreux enfants, ont été tués et beaucoup d'autres ont été blessés à Busurungi, en territoire Walikale. Des informations communiquées par des fonctionnaires indiquent que les FDLR en sont les auteurs, mais du fait de l'éloignement de cette région, ces informations n'ont pas encore été confirmées. Une équipe de l'ONU a été envoyée pour enquêter sur l'incident.

La coalition a souligné que si les milices représentent une grave menace pour les civils, et si elles commettent des crimes de guerre, l'opération militaire dirigée contre elles, et connue sous le nom de *Kimia II*, a contribué à davantage de souffrances pour les civils pris au piège dans les zones de conflit. Les exactions fréquentes qu'auraient perpétrées contre les civils par des soldats de l'armée congolaise exacerbent une situation déjà dangereuse.

Depuis le début des opérations militaires contre les deux groupes de milices rwandaises, 250 000 civils sont déplacés après avoir dû abandonner leurs maisons. Des centaines de femmes et de filles ont été violées, et au moins 200 civils ont été tués, par des combattants des FDLR en grande majorité selon diverses informations.

Les organisations de la coalition ont appelé les délégués du Conseil de sécurité à entreprendre une action efficace pour :

- Garantir le développement d'un plan détaillé et transparent pour la protection des civils dans le cadre des opérations militaires ;
- Garantir que la MONUC mette en place et contrôle des critères clairs comme conditions à la poursuite de sa collaboration et de son soutien aux opérations militaires de l'armée congolaise, en affirmant sa propre responsabilité à garantir le respect du droit international humanitaire et des droits humains dans toute action de ce genre ;
- S'employer de toute urgence au déploiement des 3 000 soldats de maintien de la paix supplémentaires, et de l'aide en matière de renseignement et de logistique nécessaires à la MONUC et autorisés par le Conseil de sécurité pour développer sa protection des civils.

Lors de leur visite dans l'est du Congo, les membres du Conseil de sécurité doivent se rendre à Kiwanja, à 75 kilomètres au nord de Goma, où plus de 150 personnes ont été massacrées en novembre 2008, et où des camps et des logements hébergeant 27 000 personnes déplacées ont été délibérément détruits. La coalition a insisté pour que les membres du Conseil rencontrent des leaders de la société civile congolaise et des victimes à Kiwanja pour entendre de leur bouche les souffrances qu'ils ont endurées et l'incapacité des soldats du maintien de la paix de la MONUC à les protéger.

« Les soldats du maintien de la paix de l'ONU sont confrontés à d'énormes défis pour favoriser à la fois une paix durable et la sécurité immédiate, mais le Conseil de sécurité ne peut se permettre de sacrifier la protection des civils qu'il a justement pour but de protéger », a déclaré Marcel Stoessel, directeur d'Oxfam en RDC. « Il est temps que le Conseil fasse tout ce qui est en son pouvoir, donne aux soldats du maintien de la paix les ressources dont ils ont besoin, et fasse pression pour que soit accordée à l'action non-militaire une plus grande priorité qu'actuellement. »

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

A Washington, DC, pour Enough, Colin Thomas-Jensen (anglais): +1-202-682-6136
A New York, pour Human Rights Watch, Anneke Van Woudenberg (anglais, français): +44-77-1166-4960 (portable)
A Kinshasa, pour Oxfam, Marcel Stoessel, (anglais, français, allemand): +243-81-700-7135
A Goma, pour CRONGD, Kubuya Muhangi (français, swahili): +243-99-861-0651

La **Congo Advocacy Coalition**, constituée d'organisations non gouvernementales locales et internationales, a été créée en juillet 2008 pour plaider pour une plus grande protection des civils et le respect des droits humains dans l'est du Congo.

Les membres du comité d'organisation de la coalition sont : **ActionAid, ENOUGH Project, Human Rights Watch, Norwegian Refugee Council (NRC), Oxfam, Conseil Régional des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CRONGD) - Nord Kivu, Promotion et Appui aux Initiatives Féminines (PAIF) – Nord Kivu, Institut Congolais pour la Justice et la Paix (ICJP) – Sud Kivu, et Association des Femmes Juristes du Congo (AFEJUCO) – Sud Kivu.**

Autres signataires :

ONG internationales :

Beati i costruttori di pace (Blessed Are the Peacemakers - Heureux les artisans de paix), Change Agents for Peace International (CAPI), Global Witness, IEDA Relief, International Alert, Jesuit Refugee Service (JRS), Refugees International, Trocaire, War Child Holland, World Vision

ONG congolaises :

Action de Promotion et d'Assistance pour l'Amélioration du Niveau des Vies des Populations (APANIVIP), Action des Chrétiens Activistes des Droits de l'Homme à Shabunda (ACADHOSHA), Action Pour Enfants Oubliés (APEO), Action Sociale pour la Paix et le Développement (ASPD), ACTP, ADPS, AFEM, AMALDEFEA, APACI, APROFEDD, ASAVO, ASSALAK, ASSK, Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme (ASADHO)-Sud Kivu, Association des Filles et Mamans Violées (AFMV), Association des Jeunes pour la Prévention des Violences (AJPREV), Carrefour d'Idées Pour le Développement Intégral (CIDI)/Nord Kivu, CCJT, Centre d'Appui pour le Développement Rural Communautaire (CADERCO), Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CREDDHO), Centre d'Etudes et de Recherche en Education de Base pour le Développement Intégré (CEREBA), Centre Olame, CIDHOP, Collectif des Organisations des Jeunes Solidaires du Congo (COJESKI)-Nord Kivu, CRAF/Nyamalisa, CREF, Dauphins Muzihirwa-Kataliko, DCMD, FASI, FCA, GRAM-Kivu, Groupe Organisés pour le Développement (GRODE), Heal Africa, Héritiers de la Justice, La Synergie des femmes pour les victimes des violences sexuelles (SFVS), Ligue pour la Solidarité Congolaise (LSC), LINAJEUN-RDC, Mamans Organisées pour le Développement (MAODE), OGP, Perspectives "Monde Juste", PROFE, Programme de Protection des Femmes et Enfants (PROFE), RAFLCOVIHG Réseau, Réseau des Associations des Droits de l'Homme du Sud Kivu (RADHOSKI), Réseau Provincial des ONG de Droits de l'Homme (REPRODHOC)/Nord Kivu, SAFEDI, SAIFE, Solidarité pour la Promotion sociale et la Paix (SOPROP), Villages Cobaye (VICO)